



# Assemblée générale

Distr. générale  
15 septembre 2006  
Français  
Original : anglais

---

## Commission des Nations Unies pour le droit commercial international Trente-neuvième session

### Compte rendu analytique (partiel)\* de la 835<sup>e</sup> séance\*\*

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 7 juillet 2006, à 10 heures

*Président :* M. Karangizi. . . . . (Ouganda)

## Sommaire

Adoption du rapport de la Commission (*suite*)

Nouvelle numérotation des articles révisés de la Loi type de la CNUDCI sur  
l'arbitrage commercial international

---

\* Il n'a pas été établi de compte rendu analytique pour le reste de la séance.

\*\* Il n'a pas été établi de compte rendu analytique de la 828<sup>e</sup> à la 834<sup>e</sup> séance.

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.



*En l'absence de M. Abascal Zamora (Mexique), M. Karangizi (Ouganda) prend la présidence.*

*La séance est ouverte à 10 h 25.*

*Le débat faisant l'objet de ce compte rendu analytique a débuté à 10 h 55.*

**Adoption du rapport de la Commission (suite)**  
(A/CN.9/XXXIX/CRP.1/Add.7, 9 et 10)

**Mise au point définitive et adoption de dispositions législatives concernant les mesures transitoires, d'un modèle d'accord d'arbitrage, ainsi que d'une déclaration concernant l'interprétation des articles II (2) et VII (1) de la Convention de New York (1985) pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (suite)** (A/CN.9/XXXIX/CRP.1/Add.7)

1. *Le paragraphe 1 est adopté.*
2. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) pense qu'il faudrait remplacer, à la deuxième et à la cinquième ligne du paragraphe 2, les mots « un tribunal » et « le tribunal », respectivement, par « les tribunaux » afin d'aligner le texte sur la version révisée du paragraphe 27 du document (A/CN.9/XXXIX/CRP.1/Add.8).
3. *Il en est ainsi décidé.*
4. *Le paragraphe 2 ainsi modifié est adopté.*
5. **M<sup>me</sup> Giassa** (Canada) propose de supprimer le membre de phrase « y compris lorsque la procédure d'arbitrage a lieu dans un État autre que celui du tribunal ».
6. **Le Président** précise qu'il est prévu d'utiliser ces termes comme introduction aux paragraphes 4, 5 et 6. Il demande donc au Secrétariat de modifier la présentation comme il convient.
7. *Le paragraphe 3 ainsi modifié est adopté.*
8. *Les paragraphes 4 à 6 sont adoptés.*
9. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) propose de remplacer, à la neuvième ligne du paragraphe 7, le mot « placé » par « pourrait placer ».
10. *Il en est ainsi décidé.*
11. *Le paragraphe 7 ainsi modifié est adopté.*
12. *Les paragraphes 8 et 9 sont adoptés.*

13. **M. Castillo** (États-Unis d'Amérique) pense qu'il faudrait, à la cinquième ligne du premier alinéa du paragraphe 10, le mot « serait » (« would ») par « pourrait être » (« might »). Puis, à la cinquième ligne du deuxième alinéa du paragraphe 10, les mots « les procédures » par « la procédure ».

14. *Il en est ainsi décidé.*

15. *Le paragraphe 10 ainsi modifié est adopté.*

16. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) propose de remplacer, à la troisième ligne du paragraphe 11, l'expression « il est nécessaire » par « il est souhaitable », ce qui rendrait compte plus exactement du débat de la Commission sur ce point.

17. *Il en est ainsi décidé.*

18. *Le paragraphe 11 ainsi modifié est adopté.*

19. *Les paragraphes 12 à 15 sont adoptés.*

20. *Le document A/CN.9/XXXIX/CRP.1/Add.7 ainsi modifié est adopté.*

A/CN.9/XXXIX/CRP.1/Add.9 (suite)

21. **Le Président** invite la Commission à revenir sur l'examen du paragraphe 2 du document A/CN.9/XXXIX/CRP.1/Add.9, qu'elle avait adopté à la 827<sup>e</sup> séance.

22. **M. Markus** (Suisse), Rapporteur, pense qu'il faudrait modifier les deux références au projet de déclaration en remplaçant l'expression « instrument interprétatif » par « recommandation ».

23. **M. Chen** (Singapour) fait observer que l'expression « instrument interprétatif » ayant été employée par la Commission dans ce contexte, tant pendant la session en cours que lors des sessions précédentes, ainsi que dans les paragraphes 3 et 4 du document, la modification proposée risque d'interrompre le cheminement des idées exposées dans le texte et de créer une confusion par rapport aux comptes rendus des séances précédentes de la Commission.

24. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation appuie la suggestion du Rapporteur. Il comprend parfaitement les préoccupations du représentant de Singapour, mais telle qu'elle est employée aux paragraphes 3 et 4, la signification de l'expression « instrument interprétatif » est tout à fait

claire, et la modification proposée au paragraphe 2 est donc entièrement justifiée.

25. **M. de Medeiros** (Brésil) dit que sa délégation appuie elle aussi la proposition du Rapporteur car l'expression « instrument interprétatif » est un peu trop stricte et l'employer dans ce paragraphe risquerait de faire hésiter certains pays à ratifier les conventions de la Commission.

26. **M. Markus** (Suisse), Rapporteur, propose, comme compromis acceptable, de supprimer les deux emplois du terme « interprétatif » dans le paragraphe 2.

27. **M. de Medeiros** (Brésil) estime que le terme « instrument », qui fait souvent référence à des questions d'ordre contractuel en matière de droit des traités, paraît trop fort. C'est pourquoi il préférerait l'expression « recommandation interprétative ».

28. **M. Martens** (Allemagne) appuie les observations du représentant du Brésil. Le terme « instrument », généralement employé en droit public international pour désigner un texte ayant force obligatoire, pourrait avoir un effet négatif dans le cas présent. Il propose donc d'adopter le terme « recommandation ».

29. **M<sup>me</sup> Power** (Australie) se demande si, au paragraphe 2, l'expression « instrument interprétatif » ne pourrait pas être remplacé par les mots « recommandation par écrit », dans le premier cas, et par le mot « écrit » dans le second cas.

30. **M. Sekolec** (Secrétaire de la Commission) propose de remplacer l'expression « instrument interprétatif » par le terme « recommandation » dans les deux cas figurant dans le paragraphe 2, et par le terme « document » dans les paragraphes 3 et 4.

31. *Il en est ainsi décidé.*

32. *Les paragraphes 2 à 4 ainsi modifiés sont adoptés.*

A/CN.9/XXXIX/CRP.1/Add.10

33. *Les paragraphes 1 à 7 sont adoptés.*

34. *L'annexe I est adoptée.*

35. *L'annexe II est adoptée.*

36. *Le document A/CN.9/XXXIX/CRP.1/Add.10 est adopté.*

## **Nouvelle numérotation des articles révisés de la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international**

37. **M. Stewart** (États-Unis d'Amérique) se demande si certains corps législatifs nationaux adopteraient volontiers la nouvelle numérotation des articles révisés de la Loi type sur l'arbitrage, s'ils ne sont pas familiarisés avec le système employant des termes latins. Il souhaiterait donc que le secrétariat numérote les articles révisés de façon à rendre la Loi type plus facile à utiliser.

38. **M. Sekolec** (Secrétaire de la Commission) propose que le secrétariat, plutôt que de renuméroter toute la Loi type, au risque d'en rompre la continuité, remplace les notations « *bis* », « *ter* », etc. par des lettres, si la Commission en décide ainsi.

39. **M. Sandoval** (Colombie) appuie la proposition de remplacer les notations latines par des lettres.

40. **M<sup>me</sup> Rodríguez Pineda** (Guatemala) craint que remplacer par des lettres les numéros des articles révisés risque de donner l'impression que ces articles sont des alinéas subsidiaires, et non pas des articles distincts. Peut-être serait-il possible de remplacer « *bis* » par « deux », « *ter* » par « trois », etc.

41. **M<sup>me</sup> Moss** (Royaume-Uni) appuie la proposition de renuméroter les articles de la Loi type de façon à la rendre plus facile à utiliser.

42. **M. Sekolec** (Secrétaire de la Commission) précise, pour plus de clarté, que si l'emploi de lettres est adopté, les articles seraient numérotés comme suit : l'article 2 *bis* deviendrait l'article 2 a), l'article 17 resterait sans changement, l'article 17 *bis* deviendrait l'article 17 a), l'article 17 *ter* deviendrait l'article 17b), et ainsi de suite. De même, le chapitre IV *bis* deviendrait le chapitre IV a).

43. **M<sup>me</sup> Power** (Australie) se déclare en plein accord avec la proposition de remplacer les notations latines par des lettres.

44. **M. Sekolec** (Secrétaire de la Commission), répondant aux observations de la représentante du Guatemala, fait observer que la solution qu'elle a proposée serait une dérogation à l'usage établi.

45. **M<sup>me</sup> Rodríguez Pineda** (Guatemala) répète que sa délégation n'a pas l'habitude d'utiliser des lettres, mais elle appuiera toute solution adoptée par la Commission.

46. **Le Président** demande au secrétariat de faire les modifications proposées en respectant les règles d'usage dans ce domaine.

47. *Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 13 h 5.*